



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLAMENT EUROPEÛN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EVROPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET



FOCUS

Elections européennes : à vous de choisir !

Bio ou OGM ? Vie familiale ou vie professionnelle ? Liberté ou sécurité ? L'Union européenne s'invite dans le quotidien de chacun sans même que l'on s'en rende compte. Dans quel secteur faudrait-il investir ? Quelle ouverture de nos frontières ? En tant que premiers concernés, c'est aux citoyens européens qu'il appartient de répondre à de telles questions. Ce dossier reprend les enjeux majeurs qui ne se décideront pas sans vous. Exprimez-vous lors des élections européennes de juin 2009 !

« **A vous de choisir !** » Le slogan de la campagne de communication sur les élections européennes de juin 2009 résume à lui seul l'enjeu. Il appartient aux citoyens de choisir la direction qu'ils souhaitent que l'Europe prenne : quelle protection des consommateurs ? Quel type d'énergie ? Comment réguler les marchés financiers ?...

On entend souvent que l'Union européenne est coupée des préoccupations des citoyens... Pourtant, tous les cinq ans, ces derniers sont appelés à donner leur avis en choisissant les députés qui les représentent au Parlement européen. Au fil des années et des traités, l'hémicycle de Strasbourg a vu ses compétences augmenter, au point d'être aujourd'hui incontournable dans une très grande majorité de domaines. Ce dossier reprend les dix enjeux majeurs qui ne pourront se décider sans vous.

Ne laissez pas passer l'occasion ! Du 4 au 7 juin prochain, vous aurez l'occasion de décider des priorités des cinq prochaines années. Et pour ce faire, il suffit de glisser un bulletin dans l'urne.

Comment concilier vie familiale et vie professionnelle ?

Egalité des chances, non-discrimination, salaire équivalent pour un travail équivalent... Personne ne nie le bien-fondé de telles valeurs. Mais comment les transposer dans notre vie quotidienne ? Jusqu'où faut-il aller pour que personne n'ait à choisir entre vie familiale et vie professionnelle ? Combien faudrait-il investir, et où ? Toutes ces questions appellent une réponse, politique en premier lieu. Elle découlera de votre vote aux élections européennes, le 7 juin 2009.

Certains se rappellent sans doute de l'époque où les femmes élevaient les enfants, préparaient les repas et attendaient sagement le retour de leur mari. En apparence, les choses ont bien changé. Mais dans le fond ? Peut-on aujourd'hui parler d'une égalité parfaite entre les genres ? Les combats menés appartiennent-ils au passé ou sont-ils toujours d'actualité ?

De plus en plus de femmes occupent des postes à responsabilité dans les entreprises ou en politique. En 2006, la proportion des femmes dirigeantes d'entreprises atteignait 32,6 %. Elles ont doublé leur présence au Parlement européen depuis 1979 (de 16 % à 31 %). Si ces chiffres témoignent d'une tendance plutôt positive, d'autres montrent le chemin qui reste à parcourir. Ainsi, les salaires des femmes sont en moyenne inférieurs de 17 % à ceux des hommes. Une femme sur dix a déjà été victime de violence ou de harcèlement au travail.

Face à cela, l'Union européenne ne reste pas les bras croisés. Le programme « Daphne » vise à éradiquer la violence contre les femmes ; un Institut européen pour l'égalité des genres a vu le jour à Vilnius ; des députés européens ont lancé en 2006 une initiative pour lutter contre la prostitution forcée... Cela suffit-il ? Que faudrait-il faire d'autre ? C'est en votant, le 7 juin, que vous pourrez donner *votre avis* et influencer les politiques futures.

Equilibre vie professionnelle - vie familiale : luxe ou nécessité ?

Une femme travaille en moyenne 40 heures par semaines, contre 43 heures pour les hommes, si l'on en croit la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. Est-ce à dire que les hommes travaillent plus que les femmes ? Le calcul ne tient pas compte des heures passées à élever les enfants, à effectuer des tâches ménagères ou à aider des parents âgés. L'équilibre vie familiale - vie professionnelle relève-t-il d'un passage obligé ou d'une option parmi d'autres pour le législateur ?

Télétravail, temps partiel, flexibilité, organisation du temps de travail, congé maternité, intérim... Tous ces sujets, qui influent potentiellement sur l'équilibre entre vie familiale et vie professionnelle, vous concernent en premier lieu. Ils sont débattus et décidés au Parlement européen : les députés que vous élirez représenteront *votre avis*, défendront vos intérêts... Que souhaitez-vous pour l'avenir ? Faites vos choix et donnez-leur du poids en votant le 7 juin !

Quelle ouverture pour nos frontières ?

Le phénomène migratoire en Europe s'accroît. Cette tendance apporte autant d'opportunités que de défis. La liberté de circulation au sein de l'Union européenne, l'un de ses principes fondamentaux, oblige à considérer les questions migratoires de manière collective. C'est pourquoi le Parlement européen travaille fréquemment sur ces questions.

Que ce soit sur la lutte contre l'immigration clandestine, les sanctions envers les employeurs de travailleurs sans papiers, l'aide au retour, les besoins d'une main d'œuvre qualifiée ou les aspects culturels, il y a toujours deux façons de considérer la question migratoire. Certains considèrent que l'immigration est une chance économique et culturelle pour l'Union européenne. D'autres pensent que, sous sa forme clandestine, l'immigration a des conséquences négatives pour les Etats Membres.

Lutter contre l'immigration illégale

Aujourd'hui, 4 à 8 millions d'immigrants clandestins travaillent au sein de l'Union européenne, principalement dans les secteurs de l'agriculture, de la construction ou du nettoyage. Cette main d'œuvre "invisible" a des effets sur le marché de l'emploi, sur le niveau des bas-salaires entre les Etats Membres ou encore sur la libre-concurrence. Sans oublier que ces travailleurs sans-papiers n'ont pas accès au système de soins, ni ne cotisent pour leur retraite. Certains sont tout simplement à la merci de leurs employeurs, ce qui se rapproche d'une véritable exploitation.

Pour soutenir la libre-circulation des travailleurs au sein de l'Union européenne, laquelle constitue l'un des fondements du marché unique, l'effort ne peut être que concerté et collectif.

L'équation n'est pas simple. Il s'agit de gérer les flux migratoires et de faciliter l'intégration dans les pays d'accueil, mais aussi de lutter contre l'immigration clandestine et contre l'exploitation des travailleurs sans papiers, tout en préservant les droits des immigrants légaux.

L'une des décisions récentes vise à sanctionner les employeurs de travailleurs illégaux de manière commune et à créer des méthodes de contrôle similaires dans les différents Etats Membres. Des mécanismes sont également mis en place pour permettre aux travailleurs sans papiers de se plaindre du comportement de leurs employeurs.

Un vrai besoin en matière de travailleurs qualifiés

En parallèle, le nombre de migrants hautement qualifiés désireux de venir travailler au sein de l'Union européenne est en diminution. Les marchés de l'emploi sont encore trop fragmentés, de même que les règles d'admission sur le territoire différent d'un Etat Membre à l'autre. Beaucoup préfèrent tenter leur chance aux Etats-Unis, au Canada ou en Australie.

Pour séduire les travailleurs qualifiés du monde entier, le Parlement européen s'est prononcé en faveur d'une "carte bleue" permettant de travailler dans les Etats Membres. Les candidats à l'obtention de cette carte doivent avoir trouvé un travail au sein de l'Union européenne et présenter un diplôme universitaire ou une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans le secteur choisi.

Retour des immigrants illégaux

L'aide au retour des immigrants clandestins constitue un aspect majeur de la politique de l'Union européenne en matière de migration. Les immigrants bénéficient d'une période de 7 à 30 jours pour quitter volontairement le pays. Au-delà de cette période, les Etats Membres peuvent les expulser.

Depuis plusieurs années, les députés européens visitent les centres de détention dans toute l'Union européenne pour s'assurer que les immigrants qui y sont retenus bénéficient de conditions de vie décentes.

Focus

La lutte contre l'immigration clandestine, et contre ses conséquences, est loin de se terminer. Des voix proposent une approche européenne plus intégrée et une plus grande solidarité entre Etats Membres pour gérer le phénomène. L'Union européenne a la volonté, sinon d'endiguer les flux migratoires, du moins de les contrôler le mieux possible.

Sur cette question, de nombreux choix restent à faire. Les élections européennes de juin 2009 vous permettent d'indiquer dans quelle direction vous souhaitez voir l'Union européenne s'engager. En votant pour un candidat, ce sera à vous de choisir !

Les liens ci-dessous vous permettront d'approfondir les différents exemples utilisés dans cet article.

Europe : où investir notre argent ?

Construction de routes, protection des consommateurs, amélioration de l'éducation, lutte contre les discriminations, relance de l'emploi, protection de l'environnement, aide au Tiers monde ... Le budget de l'Union européenne sert de nombreuses causes. Les députés européens le votent et vérifient son application. Quelles priorités souhaiteriez-vous voir appliquées ? Votre voix, c'est votre bulletin de vote !

« *L'Europe c'est bien mais c'est cher et on ne sait pas ce qui est fait de notre argent...* »
Vraiment ? L'objectif principal des dépenses européennes, c'est d'améliorer la vie des citoyens. Si vous voulez en savoir un peu plus, voici un petit dictionnaire des priorités budgétaires de l'Union européenne (UE).

Agriculture et protection de l'environnement : L'UE soutient les agriculteurs qui respectent l'environnement. La sécurité alimentaire, le bien-être animal et les besoins de la communauté rurale font partie des priorités.

Discrimination (lutte contre la) : Les minorités ethniques sont parfois victimes de préjugés quand elles veulent accéder au marché de l'emploi ou aux services sociaux. Les fonds européens les aident dans leur combat. Par exemple, le programme *Acceder* aide les Roms en Espagne à se former, à trouver un emploi, à bénéficier de services de santé...

Education : L'UE encourage les échanges entre jeunes. Plus d'un million et demi d'étudiants ont ainsi étudié à l'étranger grâce au programme Erasmus.

Mobilité : Pour réduire les disparités régionales et augmenter la mobilité dans toute l'Europe, l'UE cofinance la construction de routes, de voies ferrées, de ponts, d'aéroports, et même de lignes haute tension ou de canalisations.

PME : Les petites et moyennes entreprises représentent plus de 90 % de l'économie européenne. Leur simplifier la vie doit permettre d'augmenter la compétitivité, de créer de l'emploi et de la croissance.

Recherche : Pour améliorer la vie quotidienne des citoyens, l'UE soutient la recherche dans de nombreux domaines (maladies infantiles, produits chimiques dangereux, alimentation saine, véhicules « verts », énergies renouvelables...). Pour augmenter la compétitivité en période de difficultés économiques, le budget consacré à la recherche a augmenté de 11 % en 2009.

Tiers monde : En tant qu'acteur mondial, l'UE doit également faire face à ses responsabilités. Elle soutient financièrement les pays pauvres, participe au maintien de la paix et assure une aide humanitaire aux pays touchés par des catastrophes naturelles.

Le budget européen, résultat d'un processus démocratique

Le Parlement européen examine le budget de l'UE, avec le Conseil de l'Union européenne (représentant les Etats membres). C'est le Parlement qui décide en dernier recours de la façon dont doit être dépensé l'argent du contribuable. De même, il vérifie chaque année les comptes soumis par la Commission européenne.

Les fonds européens ont permis de faire beaucoup de choses, et de bien des manières. Mais il reste certainement beaucoup de travail... **Qu'en pensez-vous ? Quelles priorités faudrait-il avoir ? A vous de décider en glissant votre bulletin dans l'urne, dimanche 7 juin !**

Le 7 juin, soyez consomm'acteurs !

« Le client est roi ». Du moins en théorie, car dans la pratique, il est souvent victime. Produit qui ne correspond pas à l'étiquette, retard de train ou d'avion, surtaxes : vous avez certainement été concerné un jour. Heureusement, les députés européens pensent à vos droits. Ils ont fait évoluer l'étiquetage, la sécurité des jouets, les tarifs de téléphonie mobile à l'étranger... Mais devraient-ils en faire plus ? Qu'attendez-vous de leur part ? Votre voix, c'est votre bulletin de vote !

Certains regrettent que l'Europe ne soit pas assez proche de ses citoyens. Difficile cependant d'arguer qu'elle ne fait rien pour les consommateurs. Voici quelques exemples de la manière dont le Parlement européen influence votre vie quotidienne... pour le meilleur et pour le pire !

Quand vous faites vos courses, votre regard est sans doute attiré par les slogans tapageurs qui ornent de nombreux produits. Les allégations comme « sans graisses » ou « réduit le cholestérol » ont été clairement encadrées par le Parlement européen. De même, pas plus tard ce mois-ci, les députés ont débattu de nouvelles règles d'étiquetage visant à indiquer clairement le lieu d'élaboration des aliments et de leurs ingrédients.

Si vous téléphonez beaucoup de l'étranger, vous avez sans doute remarqué une diminution notable de votre facture de portable. L'« Eurotarif » instauré par le Parlement européen en 2007 plafonne le coût facturé par les opérateurs de téléphonie mobile si vous appelez ou recevez des appels depuis l'étranger. Concernant les SMS, un texte semblable devrait être voté en avril.

Si vous prenez l'avion, vous pourrez savoir d'un coup d'œil le prix que cela vous coûtera ! Les taxes et frais annexes devront être inclus dans le prix total communiqué au consommateur à partir de novembre 2009.

Si vous prenez le train, vous bénéficiez également de droits renforcés. A partir de décembre 2009, pour les liaisons internationales, on devra vous rembourser 25 % du montant du billet pour tout retard supérieur à une heure, et même 50 % si le retard est supérieur à deux heures.

Si la sécurité de votre famille vous importe, vous devez savoir que les jouets seront plus sûrs à l'avenir du fait des normes adoptées par le Parlement européen. De même, les députés européens ont légiféré pour réduire le nombre d'accidents dus aux feux d'artifices et encadrer plus strictement la possession d'armes à feu par les mineurs.

Si vos enfants regardent la télévision, vous avez sûrement un avis sur le nombre et la fréquence des publicités. Les députés aussi ! Ils ont renforcé la législation sur les réclames visant les enfants.

Si vous faites l'une des activités ci-dessus, alors vous avez un avis sur les décisions prises à l'échelon européen ! ***L'Union européenne doit-elle en faire plus ? Ou moins ? Ou tout simplement le faire différemment ? Exprimez votre point de vue en votant le 7 juin prochain !***

Quel type d'énergie souhaitons-nous ?

L'Europe pompe une énergie folle... et pas seulement d'un point de vue politique ! La consommation d'énergie augmente régulièrement, entraînant à sa suite un cortège d'enjeux : changement climatique, sécurité d'approvisionnement, limitation des ressources... Savez-vous ce que fait l'Union européenne en la matière ? Aimeriez-vous participer au débat ? Faites-vous entendre : votre voix, c'est votre vote !

Quel est le moteur de l'Union européenne ? L'énergie, serait-on tenté de répondre, tant chaque geste de la vie y fait appel : chauffage, télévision, lumière, appareils électroménagers, voiture... La liste pourrait être longue et démontre notre dépendance.

L'Europe consomme de plus en plus d'énergie. Est-ce une fatalité ? Pas vraiment, si l'on considère que 20 % de l'énergie produite est gaspillée. L'amélioration de l'efficacité énergétique de nombreux appareils n'est pas uniquement souhaitable, elle est aussi nécessaire. Les énergies fossiles (gaz, charbon et pétrole) sont en effet des ressources limitées et jouent un rôle majeur dans les émissions de gaz à effet de serre.

C'est pour cela que la politique énergétique de l'Union européenne vise à augmenter la production d'énergies nucléaire et renouvelables (éolien, solaire et hydroélectrique). Les députés européens se sont récemment mis d'accord sur les objectifs à atteindre. Le principe du « 20-20-20 » consiste à réduire de 20 % la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre et à faire passer à 20 % la part d'énergies renouvelables d'ici 2020.

Actuellement, l'Union européenne doit importer plus de la moitié de l'énergie qu'elle consomme, un chiffre qui devrait augmenter à l'avenir. Développer les énergies renouvelables permettrait de réduire la dépendance aux énergies fossiles. De plus, le développement de partenariats avec certains pays permettrait de garantir l'approvisionnement énergétique de l'Europe, évitant ainsi des situations difficiles comme la récente crise du gaz.

Législation européenne : sur la bonne voie ?

En remplaçant les lampes à incandescence par des ampoules de nouvelle génération, l'économie d'énergie peut s'élever à 75 % ! Devant ce constat, l'Union européenne a décidé d'interdire les anciennes ampoules, trop peu efficaces, et d'imposer leur remplacement entre 2009 et 2011.

Cela fait maintenant quelques années qu'en achetant une machine à laver, une étiquette vous indique l'efficacité énergétique de l'appareil. En choisissant un appareil de classe « A », vous serez ainsi certains de réduire au minimum les consommations d'énergie. Cela provient également... de la législation européenne.

Voitures et avions sont responsables d'une très grande part des gaz à effet de serre. Le Parlement européen a ainsi légiféré pour réduire les émissions des voitures particulières. Peut-être avez-vous déjà pu en profiter en acquérant une voiture émettant moins de 120 grammes de CO₂ au kilomètre ? Les députés européens discutent actuellement de mesures semblables pour le transport aérien.

Ces quelques exemples vous satisfont-ils ? Le Parlement européen en fait-il assez ? Ou trop ? Devrait-il procéder autrement ? Qu'est-ce qui vous importe le plus dans votre vie quotidienne ? ***C'est en choisissant le député qui vous représentera au Parlement européen que vous aurez voix au chapitre !***

La sécurité a-t-elle ses limites ?

Avec les attentats du 11 septembre 2001, le monde entier s'est trouvé confronté à un nouveau défi : le terrorisme. L'Europe elle-même n'est pas à l'abri, comme en témoignent les attentats de Madrid en 2004. Les mesures adoptées par l'Union européenne suffisent-elles pour votre sécurité ? Sont-elles liberticides ? Le Parlement européen cherche à concilier ces deux impératifs. Avec succès ou non ? A vous de répondre : votre voix, c'est votre vote !

Le Parlement européen combat le terrorisme et cherche à améliorer la sécurité des citoyens européens. Cependant, il doit dans le même temps protéger les droits fondamentaux et la liberté d'expression. Où placer le curseur en la matière ? Liberté et sécurité s'opposent-elles ?

Les aéroports, paradis perdus ?

Même si vous êtes adepte des plages nudistes, vous n'appréciez peut-être pas de vous montrer dans votre plus simple appareil dans un aéroport... Les députés européens non plus ! L'an dernier, ils ont refusé l'introduction de scanners corporels dans les aéroports, qui permettent de montrer les passagers en tenue d'Adam et ainsi de mieux les contrôler. La mesure était jugée dégradante par les parlementaires, qui ont contraint la Commission à reconsidérer sa proposition.

Mieux vaut prévenir que guérir, dit le dicton. Le Parlement européen ne veut pas limiter son action à la répression. Il condamne ainsi les appels à la violence et au terrorisme, qui peuvent mener à une radicalisation et à l'émergence de terroristes potentiels. Tout cela, bien sûr, en respectant la liberté d'expression.

Attention au mauvais œil...

Big Brother vous écoute-t-il au téléphone, ou lit-il vos emails ? Une directive européenne demande aux entreprises de télécommunications de sauvegarder un certain nombre d'informations pour aider à combattre le terrorisme et le crime organisé. Le Parlement européen, inquiet, a demandé à la Commission européenne de s'assurer que cette mesure soit compatible avec le respect de la vie privée. De même, il a demandé des sanctions en cas de mauvais emploi des informations par les entreprises.

Toujours pour combattre le terrorisme, l'Union européenne envisageait en 2004 de transférer des informations concernant les voyageurs en partance pour les Etats-Unis aux autorités américaines : adresses emails, numéros de téléphone, réservations d'hôtel et de voiture, préférences alimentaires... Le Parlement européen, opposé à ce qu'il considérait être une violation des droits fondamentaux, a saisi la Cour européenne de justice. Cette dernière a exigé que soit renégocié l'accord avec les Etats-Unis.

Beaucoup de choses ont été faites, mais il en reste encore tant... De nombreuses décisions devront encore être prises à l'avenir. Souhaitez-vous vous y associer ? **Quelles actions souhaitez-vous promouvoir ou interdire au niveau européen ? Donnez votre avis, votez le 7 juin !**

Dompter les forces des marchés financiers ?

Avez-vous perdu vos économies ou votre boulot, vu votre retraite diminuer ? Vous êtes-vous vu refuser un prêt ? La crise financière touche de plus en plus la vie quotidienne des Européens. Ces temps difficiles nécessitent-ils des mesures draconiennes ? Et si oui, lesquelles ? Les marchés financiers doivent-ils être mieux régulés, et comment ? Voici des questions auxquelles vos députés, que vous élirez en juin, vont devoir répondre...

Peu de monde sait en quoi consiste précisément la crise du crédit hypothécaire aux Etats-Unis, mais tout le monde est bien conscient de ses conséquences : la crise financière et économique actuelle. Les bourses du monde entier ont plongé, des institutions financières majeures se sont effondrées ou ont été rachetées, et les autorités publiques des pays riches ont dû voler à leur secours avec des plans de sauvetage en tous genres.

L'Europe à la recherche d'une solution

Confrontée à cette situation plus que préoccupante, l'Union européenne cherche des leviers d'action. La Banque centrale européenne a massivement injecté des liquidités sur les marchés financiers. Les dirigeants européens se sont mis d'accord pour sur un plan de relance de 400 milliards d'euros.

De nombreuses personnes pensent que la crise aurait pu être évitée si les règles encadrant les banques et les institutions de crédit avaient été meilleures. Le Parlement européen, lui, a souvent demandé à la Commission européenne de lui soumettre des propositions sur ce sujet - et bien d'autres. Il a également soutenu la réglementation visant à garantir les économies des particuliers jusqu'à hauteur de 100 000 euros. Enfin, les députés européens ont observé attentivement les activités des agences de notation financière.

De nombreux défis pour vos députés européens...

La réforme du système financier mondial semble indispensable, mais elle soulève au moins autant de questions qu'elle en résout. Dans quelle mesure doit-on réguler les marchés financiers ? Faut-il envisager des sanctions ? A quel niveau la supervision financière doit-elle s'effectuer : national ou européen ? Les Etats doivent-ils céder aux sirènes du protectionnisme ou chercher des solutions communes avec leurs voisins ? Dans quelles mesures les Etats peuvent-ils se porter caution pour les banques ? D'autres secteurs (automobile, industrie...) doivent-ils être soutenus de la même façon ? Car au final, c'est bien de sauver des emplois et d'aider les gens qu'il s'agit...

Cela fait-il beaucoup de questions ? Pourtant ce ne sont que quelques unes de celles auxquelles vos députés européens devront se frotter. ***A vous de choisir ceux qui représentent le mieux vos idées ! Ne laissez pas passer votre tour début juin...***

Quelle énergie pour nos voitures ?

Réchauffement climatique, augmentation des coûts : les énergies fossiles n'ont pas la cote. Comment sortir de l'impasse écologique et économique ? Les biocarburants, l'énergie électrique ou l'hydrogène représentent des alternatives ; mais sont-elles viables ? Récemment, les députés européens ont réaffirmé l'objectif de 10 % d'énergies renouvelables dans le transport routier d'ici 2020. Est-ce faisable, souhaitable ? Donnez votre avis en votant pour des députés qui vous représentent !

Biocarburants : pour ou contre ?

Les biocarburants sont de plus en plus utilisés par les voitures européennes. Cependant, ces carburants alternatifs soulèvent un vif débat. Selon leurs défenseurs, ils réduisent la dépendance aux énergies fossiles et sont moins polluants. Leurs détracteurs leur reprochent d'entrer en concurrence avec les denrées alimentaires, d'être source de déforestation et de destruction de la biodiversité.

Les députés européens souhaitent voir les biocarburants représenter 10 % des carburants en 2020. Dans le même temps, ils appellent à une révision de la politique européenne en la matière afin de contrebalancer les éventuelles conséquences négatives sur l'environnement ou l'économie. Et vous, qu'en pensez-vous ?

L'hydrogène tient-il la route ?

L'hydrogène est considéré comme un carburant durable. Il n'émet aucun gaz à effet de serre. Est-il cependant vraiment propre ? Tout dépend de la façon dont il a été extrait. Le Parlement européen a ainsi demandé l'automne dernier que l'hydrogène soit produit de la façon la plus durable possible.

Pour que les voitures à hydrogène se multiplient, encore faudrait-il que le réseau de stations services qui en proposent se développe. C'est ce qu'ont également relevé les députés européens. La route sera sans doute encore longue...

Des voitures propres pour un environnement plus sain

En décembre 2008, le Parlement européen s'est prononcé pour une amélioration des performances écologiques des véhicules. Aujourd'hui, ils émettent en moyenne 160 grammes de CO₂ au kilomètre. Les députés européens ont fixé un objectif de 120 grammes d'ici à 2012 : son non-respect obligerait les constructeurs à payer des amendes.

Comment ces derniers peuvent-ils réduire les émissions des voitures ? L'effort doit porter sur la recherche et le développement. Moteurs et pneumatiques peuvent être améliorés. Les systèmes d'air conditionné pourraient être plus efficaces, les carrosseries plus aérodynamiques... En saisissant ces nouveaux défis, l'industrie automobile européenne pourrait consolider sa place dans le monde et générer de nouveaux emplois.

Quelle énergie pour nos voitures ? Beaucoup de décisions ont été prises, certaines mesures devraient entrer en vigueur dans quelques temps. Est-ce suffisant ? Cela va-t-il trop loin ? **Les élections européennes vous donnent la chance de décider du cap à donner. Ne passez pas votre tour, choisissez les députés européens qui vous représenteront !**

Jusqu'où doit-on standardiser ?

Avez-vous déjà remarqué que toutes les cartes de crédits font la même taille ? Plutôt pratique quand on voyage. En revanche, votre sèche-cheveux acheté au Luxembourg ne vous sera d'aucune utilité à Londres : les prises électriques ne sont pas les mêmes. On comprend vite l'intérêt de normes communes au sein du marché européen. La vie des consommateurs est facilitée. Mais n'y a-t-il pas un risque d'uniformisation ? Donnez votre avis lors des élections européennes !

Le marché a besoin de règles pour fonctionner. Parfois, les entreprises auraient tout intérêt à créer leurs propres normes pour évincer la concurrence. Pas sûr que les consommateurs s'y retrouvent au final, entre hausse des prix et non-compatibilité des différents appareils qu'ils achètent. L'Union européenne standardise ainsi un certain nombre de normes et de services.

Taille des vêtements, codes barres, étiquetage des produits, normes d'hygiène dans les restaurants... Sans forcément nous en rendre compte, ces politiques nous concernent chaque jour. Comment acheter un pantalon si l'on n'est pas sûr de sa taille ? Les normes européennes augmentent la confiance des consommateurs et bénéficient à tous.

Harmonisation ou uniformisation ?

Néanmoins, l'harmonisation ne comporte pas que des avantages. Certaines personnes craignent une uniformisation de la société et un non-respect de la diversité. Attention à ne pas franchir la ligne rouge... Les députés européens s'y essaient, comme le démontrent quelques exemples.

Jouets : on ne joue pas avec la santé des enfants ! De récents scandales ont démontré la nécessité de normes de sécurité strictes concernant les jouets d'enfants. Le Parlement européen a interdit l'utilisation de substances toxiques pour leur production et encadré l'usage de métaux lourds et de parfums.

Services postaux : Alors que les monopoles des services postaux nationaux devraient disparaître, les députés européens ont introduit des conditions minimales pour garantir la continuité du service. Le courrier devra ainsi être relevé quotidiennement, cinq fois par semaine, sur l'ensemble du territoire européen sans exception.

Cosmétiques : le Parlement européen a commencé par interdire les essais sur les animaux avant, plus récemment, d'interdire certaines substances qui pourraient affecter la santé humaine.

Chargeurs : Marre de changer de chargeur à chaque fois que vous changez de portable ? Ou de ne jamais trouver de chargeur adéquat quand vous oubliez le vôtre ? L'Union européenne souhaite promouvoir un chargeur unique qui s'adapterait aux téléphones portables, appareils photos, ordinateurs portables ou lecteurs MP3. Pratique certes, mais écologique aussi : rien qu'en France, 30 millions de chargeurs deviennent inutiles chaque année...

Urgences : A l'étranger, rien ne sert de composer le 15 ou le 18. Pourtant, parfois, chaque minute compte. Le **112**, numéro européen unique pour appeler les secours, a été soutenu par les députés européens au cours d'une campagne de communication.

Unités de mesure traditionnelles : l'uniformisation n'a pas lieu dans tous les domaines. Comment concevoir les îles britanniques sans le *mile*, les *pieds* et *pouces* et la *pinte* ? En décembre 2008, les députés européens se sont prononcé pour la protection des unités de mesures traditionnelles.

Tout est loin d'être normalisé, standardisé et encadré, se réjouissent certains. D'autres le déplorent. D'autres encore considèrent qu'on n'en fait pas assez pour simplifier la vie des citoyens. Qu'en pensez-vous ? **Harmonisations et standardisations doivent-elles être poursuivies ou abandonnées ? La réponse appartiendra à vos députés européens... C'est à vous de choisir ceux qui sauront vous représenter !**

Quelle agriculture pour notre alimentation ?

OGM ou Bio, quel sigle vous convient le plus ? En Europe, chacun peut choisir l'alimentation qu'il veut... Mais sommes-nous suffisamment informés pour faire ce choix ? Les députés européens souhaitent ainsi améliorer l'étiquetage des denrées alimentaires et augmenter la sécurité alimentaire. Quelle que soit votre opinion, c'est en allant voter aux élections européennes de juin que vous la ferez valoir !

Nanomatériaux, additifs alimentaires... Le débat serait-il réservé aux experts ? Tout le monde a forcément un avis sur les organismes génétiquement modifiés (OGM), ainsi que sur les produits d'origine biologique. Et heureusement car au final, c'est dans notre assiette que cela termine ! C'est pour cela que les députés européens essaient d'augmenter la transparence du débat et la sécurité des consommateurs.

Pesticides : pour le meilleur ou pour le pire ?

Les pesticides ont révolutionné l'agriculture, permettant d'augmenter les rendements et de protéger les récoltes contre les insectes et les parasites. Mais aujourd'hui, leur impact sur la santé humaine commence à poser question. Les députés européens se sont ainsi prononcés, en janvier 2009, pour une diminution de l'usage des pesticides et l'interdiction de certains produits, jugés trop toxiques ou cancérigènes. Certains agriculteurs ont critiqué des mesures complexes à mettre en œuvre et peu efficaces. Et vous, qu'en pensez-vous ?

Bio vs. OGM

Les OGM sont au cœur d'un vaste débat. D'un côté, ils peuvent représenter une réponse à la crise alimentaire mondiale. De l'autre, on ne connaît pas vraiment leur impact sur la santé ni sur la biodiversité. Que faire ?

En 2007, le Parlement européen a exigé que les produits d'origine biologique ne contiennent aucun OGM. Plus précisément, il a demandé d'abaisser le seuil de tolérance (en cas de contamination accidentelle) de 0,9 % à 0,1 %. En parallèle, il a soutenu la création d'un logo « bio » pour les denrées contenant au moins 95 % d'ingrédients bio.

Etiquetage : le droit à une information complète

Les députés européens attachent une importance particulière aux droits et à la sécurité des consommateurs. Et le premier droit, c'est bien sûr de savoir ce que l'on achète et ce que l'on mange.

Les parlementaires ont ainsi voté des mesures visant à renforcer l'information des consommateurs. Le lieu d'élaboration des denrées et l'origine des différents ingrédients devront clairement être indiqués. De même, les additifs alimentaires devront être explicitement mentionnés. E124, E312... Leurs noms ne nous disent pas grand chose, aussi leurs effets sur la santé devront-ils être précisés (risques d'allergies, ralentissement de la digestion...).

Que pensez-vous de tout cela ? Est-ce trop, pas assez ? La législation actuelle se fourvoie-t-elle totalement ? C'est votre assiette, votre santé qui sont en jeu... Ne laissez pas passer l'occasion, donnez votre avis lors des élections européennes de juin !